

multinationale du pétrole qui existe dans le système de libre entreprise. Dans le cas de Petro-Canada, cela me déçoit.

Revenons maintenant à quelques-uns des problèmes mentionnés plus tôt, dont surtout ceux des Canadiens qui ont été frappés par ces sept ou huit hausses consécutives du prix des produits du pétrole. A mon avis, les régions du Nord ont des problèmes bien particuliers. Le coût du transport du mazout y est absolument prohibitif dans certains cas. Je consulte la statistique du recensement de 1976, la plus récente d'ici que nous ayons compilé les données de celui qui est en cours. En 1976, donc, plus de 40 p. 100 des maisons dans les régions éloignées étaient chauffées au mazout et 20 p. 100 de plus chauffées au mazout et au bois, lequel se substituait dans une certaine mesure au mazout.

Je signale ici qu'il ne saurait être question de transporter le gaz naturel jusqu'à ces localités éloignées du Nord: ce ne serait tout simplement pas rentable. C'est donc dire qu'à cause du coût élevé du transport du combustible et des hausses qui s'annoncent, les habitants de ces régions ont de plus en plus de mal à respecter leur budget familial et à chauffer leur maison. Les chefs des petites entreprises ont de plus en plus de mal à gérer leurs affaires à cause des coûts énergétiques qui leur sont imposés.

Je voudrais reconnaître certains des avantages du programme d'indemnisation pétrolière du gouvernement fédéral. Je constate avec beaucoup de satisfaction que cette question a été réglée entre les provinces et le gouvernement fédéral afin que nos concitoyens, dans les provinces, puissent profiter de ce programme que le gouvernement fédéral a mis en place. Dans de nombreuses localités du Nord, environ 85 p. 100 des maisons sont chauffées au mazout. Or, le prix du mazout dans ces régions, même l'hiver dernier était prohibitif. Je sais que dans certaines régions de ma circonscription il est monté jusqu'à \$1.29 le gallon tandis que l'essence pour les voitures et le mélange pour les bateaux dont se servent les pêcheurs étaient encore plus chers. Après toutes ces hausses et toutes celles qui pourraient survenir, quel sera le prix à la fin de l'année? Deux dollars de plus le gallon? \$2.50 de plus le gallon? A l'instar des autres conservateurs, je me demande quand le gouvernement libéral va nous dire ce qu'il en est et où ces hausses vont s'arrêter. Le prix sera-t-il relevé jusqu'au cours mondial? Va-t-on le porter à 85 p. 100 de ce tarif? Va-t-on le dépasser?

Je pense que nous sommes pris dans une situation ridicule dans laquelle on voit l'est se battre contre le centre du Canada et l'ouest en faire autant à propos du prix du pétrole. Dans le même temps, on voit que le gouvernement n'est pas disposé à payer le prix déjà réduit des provinces de l'Ouest ou des provinces productrices, ce qui serait plus juste. Dans le même temps, nous dépensons des sommes énormes pour indemniser les importations de pétrole provenant de l'étranger, pour acheter ce pétrole étranger qui vient d'Arabie Saoudite ou d'autres parties du monde. Je pense que nous sommes pris dans une situation vraiment ridicule.

Je sais qu'au Manitoba, au lac Red Sucker le mazout se vendait, l'année dernière, \$1.85 le gallon soit même plus cher que dans de nombreuses villes de ma circonscription où il coûtait \$1.29. Dans de nombreuses localités du nord de l'Ontario, le mazout coûte jusqu'à \$3 le gallon. Je pense que c'est très, très dur pour les gens qui habitent dans les régions

L'énergie

septentrionales éloignées. J'inclus dans cela le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest ainsi que la plupart des régions septentrionales des provinces de notre pays.

Je voudrais maintenant aborder un autre secteur, celui de l'agriculture. Je pense que les agriculteurs sont très durement touchés par les coûts énergétiques élevés. D'après ce que je sais les agriculteurs utilisent environ 8.9 millions de barils de carburant diesel chaque année et 15.1 millions de barils d'essence. Il y a longtemps, l'agriculteur qui possédait une exploitation moyenne pouvait nourrir environ 10 personnes. A l'heure actuelle, au Canada, l'exploitation agricole moyenne nourrit environ 50 personnes. Par conséquent, au fil des années, même si l'on a commencé à utiliser dans le secteur agricole davantage d'hydrocarbures et de produits pétroliers, ces exploitations ont gagné en efficacité. En fait, le secteur agricole a un meilleur rendement que n'importe quel autre secteur de l'économie. Cependant, parallèlement, il est touché davantage par les coûts élevés du carburant parce qu'il a absolument besoin de cette énergie pour être aussi efficace.

Je voudrais que le gouvernement mette davantage l'accent sur certaines solutions de rechange qui pourraient avoir dans les exploitations agricoles. Je sais qu'à l'heure actuelle, dans une ferme située dans la périphérie de Unity, en Saskatchewan, on fait des recherches sur l'utilisation de l'ammoniaque aqueux pour faire fonctionner des véhicules. En fait, j'ai moi-même vu certains de ces véhicules qui fonctionnent à l'ammoniaque aqueux. Dans cette région, on travaille présentement à convertir certains tracteurs diesel à l'ammoniaque aqueux. On utilise l'acétylène comme catalyseur dans le procédé de fabrication de ce carburant de sorte qu'il n'y a pas de perte d'énergie. Ce n'est qu'une des nombreuses idées originales que je voudrais voir le gouvernement encourager plus vivement qu'il ne le fait à l'heure actuelle, afin que le secteur agricole ait certaines options et puisse être assuré à l'avenir d'un approvisionnement énergétique à la fois sûr et d'un coût raisonnable. De tous les secteurs de notre économie, je pense que c'est celui de l'agriculture qui est le plus durement touché parce qu'il n'a pas la possibilité de transmettre ses coûts au consommateur.

Je conviens que la plupart des petits commerçants sont durement touchés à l'heure actuelle par les taux élevés d'intérêt et par l'inflation mais, dans la plupart des cas, ils peuvent à tout le moins faire aborder leurs hausses de coûts aux consommateurs. Je suppose qu'ils réduisent un peu leurs stocks et que leurs chiffres de vente se trouvent légèrement diminués mais, en somme, la plupart de leurs coûts sont répercutés sur le prix à la consommation. Passons à l'agriculture; seule une infime partie de ses coûts de production peut en fait être répercutée sur le consommateur. Cela met la population agricole en mauvaise posture. Je pense qu'à moins de faire quelque chose au sujet de l'augmentation des coûts de production, c'est-à-dire de réduire ses frais ou d'augmenter le prix de ce qu'elle produit, notre autonomie alimentaire court au désastre.

Je trouve décourageant de constater qu'à certaines époques de l'année, nous importons environ 90 p. 100 des légumes consommés, alors que nous pourrions être encore plus productifs dans l'industrie agro-alimentaire. Comme je l'ai dit, les agriculteurs et ceux qui participent à l'agriculture ont amélioré leur productivité énormément plus que tout autre secteur. Et ils pourraient faire mieux encore si le gouvernement donnait le